

# A propos du mouvement Réforme et Rénovation L'islamisme à l'épreuve du politique

Mohamed Tozy

*Le mouvement de l'islamisme réformiste au Maroc s'active depuis 1996 dans le cadre de l'association Réforme et Unicité (al-Islâh wal-Wahda, nommée auparavant Réforme et Renouveau : al-Islâh wal-Tajdîd). L'itinéraire des personnes qui l'animent est représentatif de la trajectoire dessinée par l'islamisme en général depuis le début des années 70.*

Le même groupe de militants qui avait accompagné les premières manifestations de l'islam radical développées dans une perspective de lutte contre le communisme se retrouve, après une lente évolution, au seuil du champ politique multipliant les revirements idéologiques en vue d'une normalisation institutionnelle et de leur participation aux différentes consultations électorales qui ont eu lieu entre 1992 et 1997. Par rapport au mouvement *Al 'Adl wal-Ihsan*, il s'agit plutôt d'un mouvement de cadres caractérisé par la pluralité de sa production doctrinale et une organisation plus proche d'un parti politique que d'un mouvement islamiste clandestin.

L'évolution de ce mouvement renseigne sur l'histoire globale du mouvement islamiste marocain. Elle permet de rendre compte des principales questions doctrinales et politiques qui l'ont agité, et de mettre en évidence les mécanismes favorisant le passage d'un mouvement religieux à un mouvement politique. L'histoire du mouvement souligne également la complexité du processus de relecture et de réinvention de la tradition par certains intellectuels qui, affranchis de la solidarité du groupe envers les clercs traditionnels, revendiquent un accès direct aux modes d'expression religieuse.

Si le groupe *Al-'Adl wal-Ihsan* se présente comme une structure com-

pacte avec une seule tête, un leader incontesté conçu sur le modèle du cheikh charismatique, le groupe Réforme et Rénovation (*al-Islâh wal-Tajdid*), constitué en 1982, se présente avec un ensemble de personnalités aussi fortes les unes que les autres. Les lignes directrices de la doctrine de l'association qu'on peut qualifier de modérée convergent toutes vers un projet d'insertion dans le champ politique. La mise en œuvre de cette stratégie n'a pas toujours été chose aisée. L'identité du groupe est marquée par les trajectoires sinueuses de ces principaux leaders qui sont pour la plupart des transfuges du premier groupe islamiste marocain : le Mouvement de la jeunesse islamique (*Al-Chabiba al-Islamiya*).

L'association a d'ailleurs du mal à valoriser son statut de pionnier dans le champ de l'activisme religieux sans renoncer en même temps à sa filiation originelle avec la jeunesse islamique. Elle constitue, néanmoins, un archétype intéressant d'une *jama'a* dont l'itinéraire permet de reconstituer les principales étapes de l'histoire de l'islamisme marocain. Il s'agit presque d'un cas d'école de normalisation d'un islamisme radical avec un passage au politique plus ou moins réussi. En effet depuis le 2 juin 1996, les islahistes (membres de l'association *Al-Islah wal-Tajdid*) ont massivement intégré le parti du Dr Khatib, le Mouvement Populaire Démocratique Constitutionnel<sup>1</sup>, avant de fusionner avec l'association du Devenir Islamique pour changer encore une fois de dénomination et s'appeler désormais Réforme et Unicité (*Al-Islah wal-Tawhid*). Le 14 novembre 1997, ils ont envoyé à l'occasion du scrutin législatif direct leurs premiers députés à la Chambre des représentants.

### **Aux origines de l'islamiste réformiste (*l'Islah*)**

Au moment où Abdelkarim Moti<sup>2</sup> jetait les bases de la première association islamiste maghrébine en 1969<sup>3</sup>, les principaux leaders actuels de Réforme et Unicité sortaient à peine de l'adolescence: quelques lycéens âgés de 15 à 18 ans encadrés par une dizaine de professeurs d'arabe ou d'éducation religieuse. Six ans plus tard, en 1976, l'Association de la jeunesse islamique (*Al-Chabiba al-Islamiya*), dont certains membres étaient impliqués dans l'assassinat d'Omar Benjelloun, était dissoute après seulement quatre ans d'existence légale. Ces jeunes adeptes qui, entre temps, étaient passés par les camps de vacances islamiques et avaient participé à des cercles d'endoctrinement religieux, vont se retrouver esseulés, sans leaders, dans les enceintes de campus universitaires dominés par les gauchistes. La dissolution de l'Association de la jeunesse islamique en 1976 et la persécution qui suivit jetteront le cercle restreint des

militants de choc dans une sorte de *taqiya* (retraite et dissimulation). Entre temps, la révolution iranienne va venir bouleverser les données du problème et concrétiser le scénario d'une révolution par le haut.

Le mouvement de la jeunesse islamique se retrouve divisé en trois fractions. Un premier groupe a requis la rupture avec l'ancienne direction, allant jusqu'à constituer un directoire de six personnes qui a reconstitué clandestinement une nouvelle structure très hostile à l'ancien leader. Une partie de ses militants est allée rejoindre le groupuscule *Al-Jihad*, alors que la majorité s'est rapprochée de A. Yacine et s'est enrôlée dans son groupe une fois celui-ci constitué. Le deuxième groupe est constitué des loyalistes qui ont continué à soutenir A. Moti'. La plupart des éléments qui composent ce groupe ont constitué, en 1981 le mouvement *Al-Islah wal-Tajdid*. Les neutres, enfin, appelés aussi les «Gens de la preuve» par référence à un verset coranique qui impose la fourniture d'une preuve matérielle pour condamner, ont refusé d'engager une polémique avec l'ancienne direction de l'Association de la jeunesse islamique.

Le premier acte de scission consécutif à la dissolution de la première association islamiste du début des années 70 s'est transformé en un processus de fusion qui a débouché sur la réunification des loyalistes et des neutres de la jeunesse islamique dans le cadre de l'association *Al-Islah wal-Tawhid* (Réforme et Unicité).

### La naissance de *Al-Jama'a al-Islamiyya*

L'association est créée officiellement en 1981-1982<sup>4</sup> par des anciens militants de la Chabiba qui sont restés dans le camp des loyalistes de Moti'<sup>5</sup>. Parmi eux on compte plusieurs enseignants. Les plus en vue en ce début des années 90 sont M. Yatim, A. Benkiran et A. Baha, âgés tous les deux d'environ quarante ans. Dès 1984, la *Jama'a al-Islamiyya* édite un hebdomadaire intitulé *Al-Islah* (la réforme) qui sera interdit en 1990. Actuellement, un nouvel hebdomadaire intitulé *l'Etendard (Arraya)* exprime les points de vue de l'association.

La dénomination du groupe informe sur son référentiel doctrinal qui est encore attaché à l'héritage de la Chabiba. Le concept de *jama'a* qui a déjà été utilisé par Yacine comme titre d'une revue éditée en 1979, renvoie à l'ensemble de la communauté impliquant une prétention à la représentativité exclusive du projet islamiste. Les membres de la *jama'a* s'efforcent, au niveau de la pratique, de rejeter cette accusation d'hégémonie et d'intolérance par rapport aux autres groupes islamistes tout en mettant en avant leur spécificité et une sensibilité politique très forte qui

les prédispose à des compromis avec les autorités. Ce positionnement dans le champ islamiste s'est accompagné d'un flou doctrinal très marqué et de l'adoption d'une culture politique de compromis assez proche de celle de la classe politique. Cette attitude a quelque peu fragilisé la *jama'a* et l'a exposée aux critiques des anciens de la *Chabiba* qui l'accusent d'être la « chose du pouvoir ».

De leur côté, les leaders de *Al-Jama'a al-Islamiya* définissent leur stratégie simplement, en deux points : a) occuper le créneau islamiste par une action publique: participation aux mouvements d'opinion par la multiplication de communiqués de prises de positions sur des affaires internes ou internationales (ex : grève du 14 décembre 1990, grève de la faim des détenus islamistes des prisons de Safi et de Kénitra, guerre du Golfe, marche de solidarité avec les Palestiniens, défilés du 1er Mai, référendum pour les révisions constitutionnelles de 1992 et 1996) ; b) se faire reconnaître par le pouvoir comme l'interlocuteur exprimant la sensibilité islamiste. La participation aux Universités d'été sur le réveil islamique organisées par le ministère des Habous (quatre de 1990 à 1997) a permis au mouvement d'acquérir une sorte de droit de représentation de l'islamisme modéré.

Les responsables de la *jama'a* proposent pour expliquer leur rapprochement du pouvoir une évaluation de l'histoire de l'islamisme dans le monde musulman et n'hésitent pas à se prévaloir d'un devoir d'autocritique dans la pure tradition marxiste. Pour eux, depuis le début des années 70, le mouvement islamiste marocain est passé par au moins deux grandes étapes aussi bien au niveau idéologique qu'organisationnel. La première, qui va de 1973 à 1984, se caractérise par la prédominance d'une option révolutionnaire et putschiste (*inqilâbiya*), alors que la seconde est davantage orientée vers une vision réformiste inscrite dans une approche globale de la société. Durant les années 70, les objectifs de changement radical impliquaient le choix d'un type particulier d'organisation, secret et clandestin, dont la diffusion au sein de la société se faisait grâce à un réseau cloisonné. Le référentiel était dominé par la littérature des Frères musulmans produite principalement dans les prisons égyptiennes et syriennes et centrée surtout sur la dénonciation de la barbarie des régimes au pouvoir. La deuxième découle d'une autocritique et d'un changement dans le référentiel afin de poursuivre des objectifs moins radicaux axés sur la formation de l'individu, la cohabitation avec le pouvoir et le travail au grand jour dans le cadre associatif<sup>6</sup>. Cette option, plus modérée, concrétisée par une meilleure visibilité a été confrontée à certains problèmes : refus du pouvoir d'autoriser la *jama'a*,

opposition des partis politiques issus du mouvement national, attaques des autres sensibilités du mouvement islamiste, etc.

### De la *Jama'a* à la réforme

La compétence exégétique du groupe qui anime l'association de la *jama'a* a été tout le temps mise au service d'une cause politique. Les militants, producteurs de sens<sup>7</sup> discutent beaucoup mais écrivent également énormément<sup>8</sup>. Peu importe la cohérence de l'ensemble ; tous les efforts sont tendus vers un seul but : s'inscrire dans une trajectoire ascendante dans le champ politique. On a parfois l'impression que l'amplification de la dissidence à un moment où le roi Hassan II ne s'abaissait même pas à reconnaître, devant les médias internationaux<sup>9</sup>, l'existence de l'islamisme, n'arrivait pas à entamer la persévérance voire l'acharnement des militants à s'inventer un répertoire idéologique compatible avec le paradigme proposé par le pouvoir aux autres acteurs politiques.

C'est l'imâm Schatibi qui est souvent mis à contribution pour tracer le cadre du théologiquement possible dans le cadre d'une exégèse construite sur la base du principe de l'intérêt général historiquement daté (*fiqh maqassidi*). Pour expliquer leur cause, les militants se font très pédagogues et très conciliants même s'ils semblent buter sur deux problèmes de taille, à savoir les questions des fondements philosophiques de la démocratie, et du statut de la femme au sein du code personnel.

Ainsi, pour remédier à ces obstacles, les responsables du mouvement ont, par l'intermédiaire d'un communiqué très politiquement correct, annoncé le premier changement de nom et de direction du mouvement, initiative qui voulait interpeller les partis politiques sur leur propre terrain, celui de l'alternance à la tête des mouvements politiques. Pour le reste, le texte ne fait que reprendre les thèses du mouvement diffusées à tous les niveaux et de façon répétitive par les dirigeants. En vertu des attributions qui lui sont dévolues par les statuts, le bureau exécutif a décidé de changer la dénomination de la *jama'a* islamique, pour les raisons suivantes : *«Lever tout risque de mauvaise interprétation ; ce nom en effet, peut suggérer à celui qui ne connaît pas notre réalité, ni nos statuts, un projet de monopole de l'islamité et l'exclusion de toute autre sensibilité ; confirmer et préciser ce qui a été déjà écrit dans le pacte de l'association, à savoir que l'association ne représente pas les musulmans, mais un groupe parmi les musulmans et qu'elle ne se considère pas comme «tuteur» de l'islam, ni porte-parole exclusif de celui-ci. Elle ne cherche pas non plus à empêcher quiconque d'agir dans ce cadre ; les principes de participation, d'interaction (tafa'oul) et de col-*

*laboration avec l'autre sont rappelés: prédicateurs, associations, institutions et organisations sociales et politiques qui travaillent dans le sens d'une élévation du niveau du respect de l'islam dans la vie des individus et des groupes (...) sont des constantes de méthode d'action et de prédication (...) ; l'essence de notre projet est la réforme de ce qui est vicié dans la société et la rénovation de ce qui a vieilli en elle.»<sup>10</sup>*

## Les tentatives de passage au politique

La *jama'a* a commencé par déposer les statuts pour la constitution d'un parti politique appelé *Hizb al-Tajdid al-Wtani* en 1989<sup>11</sup>. Le parti s'y présente comme un parti non religieux ouvert à tous les citoyens. Les promoteurs insistent sur la séparation de la *jama'a* et du parti. Pourtant, dans le prolongement de son activité idéologique rénovatrice la *jama'a* islamique a revendiqué avec insistance son intégration dans le jeu politique et, plus que tout autre mouvement, elle se faisait un devoir de prendre des positions officielles sur tous les événements majeurs de la vie politique. Le mode du communiqué publié par le journal du groupe, rarement repris par les autres journaux<sup>12</sup>, permettait cette présence que les autres acteurs politiques s'efforçaient d'ignorer. En outre, en 1989, la *jama'a* a appelé à voter «oui» au référendum rallongeant de deux ans le mandat des parlementaires élus en 1983. Ses prises de positions s'efforçaient de mettre en exergue l'existence d'une culture politique élaborée. Les communiqués décrivent les mécanismes de prise de décision et se basent sur une argumentation très politique.

Les élections de 1992 ont constitué une occasion propice pour que la *jama'a* dépose un dossier pour la création d'un parti politique appelé: Parti du Renouveau National (PRN)<sup>13</sup>. L'épisode serait banal sans le fait que l'administration de l'intérieur a pris pour la première fois une décision explicite et motivée de rejet du dossier. Le 4 mai 1992, Benkiran dépose deux dossiers pour la constitution du PRN, le premier auprès du procureur du roi au tribunal de première instance de Rabat, le second auprès du Wali de Rabat qui lui sera refusé dans les dix jours.

En 1996 à la faveur des préparatifs du référendum pour la révision constitutionnelle du 13 septembre instituant le bicaméralisme, l'association *Al-Islah wal-Tajdid* annonce une fois de plus un changement de nom. Cette fois l'opération est justifiée par une fusion avec le groupe du Devenir islamique, émanation tardive d'une faction de la jeunesse islamique qui est restée active dans les villes de Fès et de Ksar El-Kébir. Cette fusion qui permet à *Al-Islah* de devenir le lieu de concentration de

l'éventail le plus large possible de l'intelligentsia islamiste doit être associée aux restructurations que connaît le mouvement à la suite du feu vert «royal» d'une possible intégration du mouvement dans le jeu politique.

### OPA pour un parti en sommeil

Le dimanche 2 juin 1996, dans un communiqué du mouvement Populaire Constitutionnel Démocratique diffusé lors de la clôture de son congrès extraordinaire, est annoncée la réactivation du parti et l'intégration en son sein des militants de l'association *Al-Islah wal-Tajdid*<sup>14</sup>. L'événement peut paraître banal et être mis sur le compte de la fièvre qui frappe la classe politique à la veille des échéances électorales. Néanmoins, il faut se rappeler que plusieurs tentatives ont précédé cette alliance. L'association et le parti défilèrent ensemble le 1er mai 1992, mais l'alliance tourna court. Aucune explication n'a été avancée. Le Dr Khatib s'est refusé alors à participer aux consultations électorales (élections locales et législatives). L'échec de cette tentative d'alliance, que l'on a caractérisé en utilisant, pour l'occasion, des concepts tirés directement du lexique de l'activisme islamiste: l'irruption (*iqtilham*) et la descente ou le parachutage (*al-inzal*), n'a pas empêché les islahistes de continuer à s'exprimer sur tous les problèmes d'actualité et de maintenir en permanence leur présence sur la scène politique. A l'occasion du référendum sur la révision constitutionnelle, l'association a appelé à voter «oui». Ce vote est analysé comme l'illustration de l'attitude responsable et pragmatique de l'association, «notre responsabilité est d'œuvrer dans l'intérêt du pays et ceux qui parlent à ce propos d'instabilité du mouvement privilégient une gestion conflictuelle ...»<sup>15</sup>.

L'élimination des candidats non apparentés aux partis politiques de la course aux législatives de 1993 et l'échec de l'accord avec Khatib ont amené la *jama'a* à appeler au boycott des élections. Cette position a été justifiée par le fait qu'il ne fallait pas courir le risque d'une mobilisation contre l'islamisme comme ce fut le cas en Algérie et en Tunisie. Il fallait se garder de toute précipitation<sup>16</sup>.

### L'attelage MPDC/*Islah*

En 1994, un changement dans la direction du mouvement est venu sanctionner un ternissement de l'image du président fondateur Benkirane à la suite d'une série de prises de position qui lui ont attiré les critiques d'autres islamistes. Il était notamment accusé d'être une créa-

tion du ministère de l'Intérieur. L'intéressé s'en est défendu en affirmant que l'une des caractéristiques de l'association est de fixer sa trajectoire en fonction de choix réalistes sans hésiter à se remettre en cause<sup>17</sup>. Travaillant désormais dans l'ombre, Benkirane a préparé et réussi son OPA sur le MPDC. Entre temps, une partie des proches du mouvement se sont constitués en association: le Devenir islamique (*Al-Mustaqbal al-Islami*). Celle-ci est formée principalement d'enseignants du supérieur et se propose de jouer le rôle d'une avant-garde intellectuelle du mouvement islamiste<sup>18</sup>.

La prise de contrôle du parti semble s'être décidée très rapidement durant le mois de mai 1996. Elle tient compte de l'approche plus réaliste qu'a désormais le roi Hassan II du phénomène islamiste et du feu vert donné lors d'une interview banale accordée à deux chaînes allemandes, à la veille de la visite du chancelier allemand en juin 1996, au sujet d'une intégration par procuration de l'islamisme modéré dans le paysage politique marocain. Interrogé sur les formations islamistes, il aurait déclaré: «*Il s'agit de Marocains. Tant qu'ils n'auront pas manifesté un schisme ou une hérésie et qu'ils se conformeront aux lois et règlements de l'Etat, je n'interviendrai pas*»<sup>19</sup>. Tout en invitant les intéressés à «*régulariser leur situation*», le Sultan se garde bien de décrire les limites d'un comportement non schismatique ou de donner les caractéristiques d'une hérésie. Pourtant, il s'agit bien d'une première : on ne parle plus d'infiltration ou de noyautage clandestin, mais d'une offre publique de domiciliation d'un mouvement islamiste qui a pignon sur rue. Les observateurs ne s'y sont d'ailleurs pas trompés; la reprise en main du parti du Dr Khatib par les islamistes rassemble deux générations avec un net avantage pour les islamistes et elle risque d'influencer durablement la physionomie du champ politique marocain.

Toutefois, on ne peut pas s'empêcher d'examiner la nature des mises en jeu, ni d'évaluer les pertes et les gains de chacun des acteurs politiques. Le Makhzen a fait encore preuve de sa capacité à actualiser son savoir-faire politique en contournant l'impossibilité de reconnaître une certaine capacité politique aux islamistes. La reconnaissance indirecte de l'islamisme politique et sa domiciliation dans une coquille tenue au chaud par un inconditionnel du palais autorisé, par ailleurs, à rentrer en dissidence pour renouveler son crédit politique (boycottage des élections, demande de réforme constitutionnelle, affinités avec les régimes iranien et soudanais), permettent d'enlever au parti de l'Istiqlal ainsi qu'à celui de l'USFP une partie de leur clientèle potentielle. L'opération permet également d'isoler le mouvement de Yacine et de perturber le jeu



dualiste opposant les islamistes à des militants de gauche, consécutif à la dernière confrontation entre l'USFP le mouvement Équité (*Al-'Adl*) qui s'était déroulée dans l'enceinte de la faculté de droit de Casablanca en mars 1996.

Les élections du 13 juin 1997 n'ont pas permis d'achever le processus de normalisation de l'islamisme modéré. La sortie inattendue du leader du MPDC et son boycott du processus électoral a énormément déçu les adeptes d'*Al-Islah*. Le différend entre le Dr Khatib et les leaders d'*Al-Islah wal-Tawhid* a été porté sur la place publique. Le Dr Khatib a essayé de minimiser le conflit interne au sein du parti justifiant son retrait du processus électoral par le refus du roi de l'associer à la préparation du train de réformes et par son absence des instances mises en place pour le contrôle des élections. Les éléments d'*Al-Islah* ont alors affiché publiquement leur déception et leur volonté de participer aux élections comme indépendants. Il est très difficile de faire endosser la responsabilité de l'échec de cette semi-normalisation de l'islamisme politique à l'administration tant tout semblait indiquer une volonté explicite de tester une formule de participation contrôlée. Ce qui est curieux dans cette épisode, c'est le fait que les islamistes aient bien encaissé le coup et continuent à afficher une sérénité à toute épreuve déclarant qu'ils comprennent l'attitude du Dr Khatib et qu'ils persistent à vouloir rester attachés à la coquille MPDC.

Les islahistes semblent avoir intégré les règles du jeu du Makhzen, ce qui n'est pas le cas du groupe Équité et bienfaisance. Les tractations du mois de décembre 1995 avaient achoppé sur les formes et non sur le principe d'intégration. La thèse officielle est que Yacine aurait refusé de renoncer à créer son propre parti religieux, ce qui heurtait de front l'attitude formelle du Sultan et laissait très peu de place à des manœuvres qui sauveraient la face des deux partenaires<sup>20</sup>. La justification est à prendre au sérieux mais la brusque suspension des «négociations» est plutôt la conséquence d'un fait anodin interprété comme une transgression majeure de l'«étiquette» et donc un signal clair qui hypothéquerait pour de longues années toute collaboration entre Makhzen et dissidence. Yacine aurait cité le verset qu'il ne fallait pas, au moment où il ne fallait pas, lors de sa fugue autorisée dans la mosquée de quartier et au moment même où l'on annonçait officiellement la levée de sa résidence surveillée<sup>21</sup>.

Contrairement à Yacine, les islahistes ont, tout au long de leur cheminement, multiplié les gages qui garantissent leur loyauté envers le régime et leur disponibilité à partager la même culture politique. Ils ont fait

preuve, comme on l'a déjà souligné, de beaucoup de savoir-faire pédagogique pour banaliser les points les plus controversés de leur programme et, surtout, ils ont intégré comme principe d'action le droit à évoluer au risque de se contredire.

L'objectif des islamistes, comme le déclare, au soir de leur intégration au MPDC, un des militants les plus actifs, professeur d'études islamiques et déclamateur du Coran assez coté sur la place, est «*d'arracher le droit de créer un parti islamo-démocratique à l'instar des chrétiens démocrates européens et, chose curieuse, de peser sur les orientations politiques en minorité agissante comme le font les partis religieux en Israël*». <sup>22</sup>

### **Les islamistes et les élections du 14 novembre 1997**

La présence des islamistes dans l'enceinte du ministère de l'Intérieur le soir du 14 novembre a constitué l'événement marquant de ce scrutin. Elle a mobilisé tous les médias internationaux qui scrutaient à grande peine les lignes de main du régime, supputant ses chances de résister au «péril vert»<sup>23</sup> et de démentir la thèse d'un scénario à l'algérienne. Pourtant, très peu parmi eux avaient noté qu'il ne s'agissait pas de la première participation des islamistes à un rendez-vous électoral. Ils avaient déjà participé par trois fois à des consultations : les référendums constitutionnels de 1992 et 1996 où ils avaient fait campagne pour le oui et, surtout, les élections communales de juin 1997 où ils avaient dû forcer la main à leur allié du MPDC et se présenter en candidats sans appartenance politique.

En effet, le retrait décidé en solo par le Dr Khatib lors des élections communales sans en référer à ses associés de l'Islah n'a pas entamé la persévérance de ceux qui n'ont, à aucun moment, dénoncé ni critiqué ce comportement qui avait toutes les apparences de la réalisation d'une directive du pouvoir central. Certes Khatib a justifié sa décision en public par le fait que son parti n'avait pas été convié à participer aux travaux de la commission du suivi des élections ni à l'élaboration des textes législatifs préparant les scrutins de 1997. En privé, auprès des chancelleries, il a beaucoup insisté sur l'interprétation de cette non-invitation. Selon lui, celle-ci équivaldrait à un «désaveu paternel de Sa Majesté». L'explication de ce geste presque discourtois vis-à-vis d'alliés fougueux peut être ramenée à deux facteurs : d'une part, la peur du leader de voir les structures du parti complètement confisquées par des élus locaux qui appartiennent à l'Islah (et, une fois celui-ci légitimé par un mandat électoral, ces derniers seraient en position de l'évacuer), d'autre part, la

crainte des autorités de ne pas pouvoir maîtriser, au niveau local, l'ampleur de la participation des islamistes. C'est pourquoi la semi-reconnaissance, à travers des candidatures SAP (sans appartenance politique), laissait plus de marge aux autorités locales.

Le fait intéressant de cet épisode électoral réside dans la persévérance des islamistes concernant leur projet pédagogique. Durant tout l'été, ils se sont efforcés d'entretenir l'image d'un courant modéré en constante évolution. A aucun moment ils n'ont critiqué ni la position du Dr Khatib, ni celle du pouvoir. Leur pragmatisme, déjà évoqué plus haut, s'est nourri de nouveaux référentiels. La littérature des islamistes vivant dans des pays à non-musulmans de tradition communautaires (USA et GB) leur a permis d'élargir les horizons du compromis avec la classe politique et d'entretenir les thèses d'une cohabitation possible avec la gauche. La modestie des résultats enregistrés (cent conseillers et trois présidents de communes)<sup>24</sup> a été relativisée pour mettre l'accent sur les possibilités de contact direct offertes par la campagne électorale et sur l'objectif de «dédiabolisation» de l'islamiste.

Lors du scrutin de novembre 1997, il était question d'une participation officielle; le pouvoir a pour la première fois reconnu l'attelage MPDC-Islah. Certes le parti n'a pas été convié aux différentes réunions préparatoires, mais il a pu bénéficier de sa part de la subvention publique. Le ministère de l'Intérieur a versé au MPDC les premiers 20%.

Un rapide coup d'œil sur les 142 candidatures présentées par le MPDC montre une grande parenté avec le profil sociologique de l'ensemble de la classe politique, notamment de l'opposition. On n'est pas en présence d'une population particulière, une catégorie socioprofessionnelle nouvelle ou une région exclusivement représentée par les islamistes. A l'instar des candidats de la *Koutla* on retrouve une nette prédominance des enseignants (49%) et des professions libérales (17%). L'âge moyen des candidats dépasse la quarantaine. Les militants de l'*Islah*, qui représentent moins de 50% de l'ensemble des candidats MPDC, se sont presque tous présentés dans des circonscriptions urbaines. Et, si les profils des candidats ne présentent aucune particularité par rapport à la classe politique en compétition pour les suffrages des Marocains, leur professionnalisme politique et leur sens de la communication, affûtés par de longues années de pratique de la prédication religieuse et de travail social, ont surpris les observateurs.

## Campagne entre la prédication et le marketing politique

Tous les candidats affiliés au mouvement *Al-Islah wal-Tawhid*, aussi bien ceux qui ont perdu que ceux qui ont gagné, s'accordent à souligner l'importance pour eux du moment pré-électoral. L'essentiel était de participer mais surtout de faire officiellement campagne. Le suivi des campagnes de certains candidats et leurs choix de circonscriptions permettent d'apprécier le niveau d'apprentissage des règles de communication politique. Si les candidats ont choisi de s'implanter dans des circonscriptions où ils ont soit des attaches ethniques (cas de Boukhoubza à Tétouan et de Rejdali qui est professeur d'écologie à l'IAV Hassan II à Rissani, Othmani à Dchira), soit des attaches professionnelles (enseignement et médecine), ils n'ont pas manqué, du moins pour les principaux leaders, de s'appuyer sur une audience ancienne réalisée en tant que prédicateur de mosquée de quartier (Moqri'Aabou Zaid, Sedri Raja, Mostafa Al-Ihya Ben Msik) ou militant dans des associations de bienfaisance (Abou Zaïd de l'association *Assalam*).

Il faut encore relever que les candidats ont évité d'utiliser les mosquées durant les campagnes électorales et ont privilégié le porte-à-porte. Ramid, élu de Casablanca, a mobilisé pas moins de 20 avocats sympathisants et s'est entouré d'une véritable équipe de gros bras (ce qui lui a valu certains démêlés avec la justice). Le programme du parti, publié en totalité dans les journaux proches du mouvement, est assez complet<sup>25</sup>. On peut toutefois relever que le terme *chari'a* n'y est jamais utilisé. Le programme, par certains de ses aspects, est très proche des programmes des partis de la Koutla à l'exception de deux mentions particulières: l'engagement à interdire l'ouverture des débits de boissons et la permission accordée aux lauréats des départements d'études islamiques d'intégrer le cycle de formation des imams. Durant la campagne, le programme n'a pas fait l'objet d'une exégèse supplémentaire. Les candidats ont joué la carte de la moralité et de la lutte contre les corrupteurs et les corrompus. Ils se sont appliqués à exécuter les consignes du parti qui ont précisé les règles de conduite des candidats islamistes et les ont déclinées sous la forme de cinq principes: l'objectivité et la non-personnalisation des débats, la clarté dans les propos, la franchise, la cohérence et le devoir de se documenter avant de parler aux électeurs<sup>26</sup>. Les candidats ont tous mis l'accent sur leur proximité avec les citoyens humbles évitant toute ostentation ; Mohamed Karbal, professeur d'arabe, qui joint les deux bouts en donnant des cours particuliers à des enfants de la bourgeoisie moyenne inscrits dans les écoles privées bilingues, s'est targué durant

toute la campagne dans le quartier chaud de Bouchentouf, habituellement à gauche, de n'avoir dépensé pour sa campagne que 5000 dirhams contre plusieurs centaines de milliers pour son candidat malheureux.

Les mots d'ordre religieux n'étaient pas sur-représentés dans le discours de campagne. Certes plusieurs candidats se sont attaqués à la présence de débits de boissons dans un pays musulman et ont essayé d'assimiler le vote à un témoignage passible des mêmes sanctions que le faux sévèrement condamné par le Coran, mais ils ont pour la plupart essayé de faire une campagne populiste basée sur le bilan des mandats électoraux de leurs adversaires et non sur leur impiété.

### Les résultats des élections

Le scrutin du 14 novembre 1997 a permis l'élection de neuf candidats. Sur les neuf élus, cinq font partie sans équivoque des leaders de l'association *Al-Islah wal-Moustaqbal*. Les autres sont de simples sympathisants. Les islamistes n'ont pas caché leur satisfaction, satisfaction partagée d'ailleurs par les autorités du pays. Le soir même, Benkiran, appréhendé en vedette par la presse internationale, n'a pas pu s'empêcher de cacher sa joie.

A chaque fois, les islamistes ont évité la surenchère sur la *chari'a* et souligné le caractère correct de la consultation. Ils auraient souhaité avoir onze sièges pour pouvoir constituer un groupe parlementaire et ont émis des réserves sur les résultats de deux circonscriptions qui leur auraient été volées, celle de Ben Msik et celle de Fès. Deux faits paradoxaux ressortent de ces résultats : 1) la non-élection de certains leaders islamistes très médiatisés: Ben Kiran et Raïssouni ne se sont pas présentés et Yatim a échoué ; 2) les scores réalisés par les candidats élus. Trois élus sur neuf ont presque la majorité absolue. La différence avec le deuxième est à chaque fois impressionnante.

Une déclaration de A. Youssoufi au journal *Jeune Afrique* à la veille des élections du 14 novembre 1997 laissait entendre que les islamistes pourraient être agréés dans le cercle très fermé de l'opposition. Cette reconnaissance reçue avec beaucoup d'enthousiasme par les islamistes scelle leur intégration dans le champ politique officiel. Elle leur permet d'envisager toute une série de scénarios de participation ou de soutien au futur gouvernement. Cette option, qui a l'inconvénient de les fragiliser face à la tendance de Yacine, les oblige à d'incessants réglages. Sur le terrain universitaire, ils sont obligés de continuer à soutenir les militants

d'*Adl wal-Ihsan* et de continuer à jouer la carte de l'intransigeance. C'était d'ailleurs le prix à payer pour leur participation avalisée par le silence de Yacine et préparée par de longues discussions avec ses compagnons.

Durant ces élections, la seule «opération gagnante» a été cette intégration de l'islamisme modéré de façon très contrôlée. Elle a permis pour un moment de détourner les regards du cheikh Yacine et d'accentuer les dissensions au sein de son mouvement. Le dossier islamiste n'est pas pour autant clos ; l'arrivée, même à dose homéopathique, des islamistes dans l'enceinte du Parlement risque de changer la donne du jeu politique en obligeant les partis à se définir de façon claire envers les propositions que les islamistes ne vont pas manquer d'introduire. Le risque résidant dans une surenchère possible sur les questions religieuses de la part des députés.

*Mohamed Tozy est professeur de science politique à l'Université Hassan II de Casablanca.*

#### **Notes :**

1. *Mouvement populaire démocratique constitutionnel (MPDC) crée à la suite d'une scission au sein du mouvement populaire en 1967. Le docteur Khatib qui en est le secrétaire général depuis cette date est l'une des figures de proue de l'armée de libération dont il est aussi le délégué général. Proche du palais par sa mère, amie intime de la reine mère, Khatib est l'un des principaux animateurs de l'opposition anti-istiqlal en 1956-1959. Il a de solides amitiés avec tous les classes politiques arabes et musulmane ce qui fait de lui un émissaire de choix qui circule souvent entre Alger, Khartoum et Riad.*
2. *Abdelkarim Moti' est un ancien inspecteur de l'éducation nationale proche des milieux syndicaux au début des années soixante, il était, et est toujours, le guide suprême de l'association de la jeunesse islamique. Il vit actuellement en Libye.*
3. *Complot contre la jeunesse islamique, Publication du secrétariat général de la jeunesse islamique, Amsterdam, 1984.*
4. *M.Darif, L'Islam politique au Maroc, Casablanca, Publication de la revue de sociologie politique, p.253*
5. *M.Yatim, «L'expérience d'unification : Orientations générales», Assahwa, n°58/59, Juin 1997.*
6. *idem p.47.*
7. *Il s'agit de : Mohamed Yatim, Saad Eddine Othmani, A.Taoufiq, Amine Bokhobza, A.Benkiran, A.Baha.*
8. *Dans les revues : Al-Forqan, Al-Michkat, Al-Islah, Assahwa, Arraya.*
9. *Pendant longtemps, le roi Hassan II a estimé que le Maroc ne connaît pas l'intégrisme. Il a parfois parlé de fondamentalisme en se qualifiant lui même comme tel. V. Eric Laurent, Mémoire d'un roi, Plon, p.242.*

10. «Communiqué du mouvement réforme et innovation», *Arraya*, n°15, 10/2/1992.
11. *Assahwa* n° 10/11, juin 1992.
12. *Islah*, n°53, 13/6/1989
13. *Arraya*, n°23, 1er juin 1992.
14. *Arraya*, n°199, 4 juin 1996, p.16.
15. *Arraya*, n°32, novembre 1992.
16. «Observation à propos de l'expérience algérienne», *Al Forqan*, n°27, juillet 1992, p.28.
17. *Arraya*, n°32, novembre 1992.
18. *Assahwa*, n°38, décembre 1994.
19. *AFP, Al-Bayane*, du 5 juin 1996.
20. *L'Opinion*, du 29/12/1995.
21. Une cassette vidéo, commercialisée durant la semaine culturelle de l'étudiant islamiste du mois de février 1995, immortalise pour les militants cette sortie du cheikh ; dans son discours qui a suivi la prière du vendredi 15 décembre, il a parlé des adversaires punis par la maladie à un moment où le Sultan était alité et où les rumeurs les plus folles circulaient à son sujet. Le Palais est très sensible à ce genre d'attention, le roi Hassan II n'a pas manqué d'évoquer à la première occasion (discours du trône du 3 mars 1996) les «bonnes prières» qui ont été dites pour le soulager.
22. *Amine Boukhobza*, *Arraya*, n°199, op. cit.p.9.
23. *La Gazette du Maroc*, n°39, 26 novembre 1997.
24. *Arraya*, 4/12/97.
25. *Arraya*, 6/11/1997.
26. *idem*, p.20.